



THERMADOR GROUPE

Société anonyme au capital de 36 439 008 €

Siège social : SAINT QUENTIN
FALLAVIER (Isère)

Parc d'Activités de Chesnes
80 rue du Ruisseau

339 159 402 R.C.S. Vienne

**États financiers consolidés résumés
au 30 juin 2019**

I.- Etat de situation financière au 30 juin 2019
(En milliers d'euros)

Actif	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
<u>Actif non courant :</u>			
Ecart d'acquisition	50 804	49 401	50 804
Immobilisations incorporelles	4 841	860	4 757
Immobilisations corporelles :	58 578	50 543	54 758
Terrains	10 834	9 687	10 834
Constructions	36 267	34 936	36 650
Autres immobilisations corporelles	5 650	5 042	5 619
Autres immobilisations corporelles en cours	2 707	878	1 655
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location (voir Note 1)	3 120		
Immobilisations financières	296	252	278
Impôts différés actif	1 204	1 389	1 328
Total actif non courant	115 723	102 445	111 925
<u>Actif courant :</u>			
Stock marchandises	117 726	111 730	122 782
Clients et comptes rattachés	84 428	69 757	58 118
Impôt-Société	421	229	851
Impôt différé actif	409	427	421
Autres créances	11 433	7 295	10 017
Instruments financiers		21	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 672	6 452	24 069
Total actif courant	228 089	195 911	216 258
Total de l'actif	343 812	298 356	328 183

Passif	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Capitaux propres :			
Capital émis et réserves	82 897	81 246	81 246
Réserves consolidées	104 455	92 943	92 907
Résultat de l'exercice - Part du groupe	16 981	15 455	29 142
Intérêts minoritaires	175	171	174
Total capitaux propres	204 508	189 815	203 469
Passif non courant :			
Emprunts et dettes financières à long terme	30 428	20 105	36 096
Obligations locatives à plus d'un an (voir Note 1)	2 289		
Impôt différé passif	2 968	1 471	3 026
Provisions pour engagement de fin de carrière	3 270	2 681	3 225
Total passif non courant	38 955	24 257	42 347
Passif courant :			
Provisions courantes	565	669	708
Obligations locatives à moins d'un an (Voir Note 1)	845		
Emprunts à court terme	1 170	1 855	1 029
Partie courante des emprunts et dettes financières à court terme	10 538	6 135	10 606
Fournisseurs et comptes rattachés	55 470	50 182	44 268
Fournisseurs immobilisations	988	165	417
Impôt-société exigible	1 214	1 005	942
Dettes fiscales et sociales	17 304	13 188	11 780
Autres dettes	12 255	11 085	12 617
Total passif courant	100 349	84 284	82 367
Total du passif	343 812	298 356	328 183

II.- Etat du résultat global consolidé (En milliers d'euros)

Compte de résultat consolidé	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	Exercice 2018
Chiffre d'affaires Net (voir Note 1)	190 699	166 055	311 190
Autres produits de l'activité	418	537	1 000
Achats consommés	-121 919	-105 132	-196 587
Charges de personnel	-21 597	-17 945	-35 048
Charges externes	-16 636	-15 053	-28 643
Impôts et taxes	-2 969	-2 462	-4 033
Dotations aux amortissements	-2 301	-2 015	-4 062
Dotations aux amortissements - impacts IFRS 16	-434		
Dotation nette de reprises aux provisions	-143	-301	107
Autres Produits, autres charges d'exploitation	-101	-230	128
Résultat opérationnel	25 017	23 454	44 052
Variation de la juste valeur des instruments financiers			
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-17	28	2
Coût de l'endettement financier brut	-90	-65	-129
Charges financières - impacts IFRS 16	-23		
Charge d'impôt	-7 903	-7 952	-14 771
Résultat net	16 984	15 465	29 154
Résultat net – Part du groupe	16 981	15 455	29 142
Résultat net revenant aux intérêts minoritaires	3	10	12
Résultat net par action en euros*	1,86	1,7	3,2
Résultat net par action en euros après dilution en euros**	1,97	1,61	3,03

* Le résultat par action est calculé sur 9 108 552 actions soit 9 109 752 actions (voir note 8) auxquelles nous avons déduit les 1 200 actions propres détenues.

** Le résultat par action après dilution est calculé sur 9 608 552 actions au 30 juin 2019 soit les actions existantes auxquelles nous avons retranché les 1 200 actions propres détenues plus 500 000 actions correspondant au capital autorisé non émis de 2 000 000 €.

Etat des autres éléments du résultat global consolidé	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	Exercice 2018
Résultat net	16 984	15 465	29 154
Autres éléments du résultat global :			
Ecart actuariel sur la provision retraite			3
Juste valeur des instruments financiers	-10	114	59
Total du résultat global	16 974	15 579	29 216
Total du résultat global - Part du groupe	16 971	15 569	29 204
Total du résultat global revenant aux intérêts minoritaires	3	10	12

III.- Etat des flux de trésorerie (En milliers d'euros)

Etat des flux de trésorerie	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Résultat net consolidé	16 984	15 465	29 154
Plus ou moins gains latents liés aux variations de juste valeur		-	
Plus ou moins dotations nettes aux amortissements et provisions (non courant)	2 636	2 013	3 989
Plus ou moins-values de cession	-8	-4	-503
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	19 612	17 474	32 640
Charge d'impôt	7 903	7 952	14 771
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	27 515	25 426	47 411
Impôt versé	-7 990	-8 078	-14 751
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et après impôt versé	19 525	17 348	32 660
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 994	-17 757	-14 315
Flux net de trésorerie générés par l'activité	13 531	-409	18 345
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de variation de périmètre			-18 982
Décassement lié aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 131	-3 496	-5 462
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations	589	14	15
Dû aux fournisseurs d'immobilisations (variation)	571	-39	213
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-1 971	-3 521	-5 234
Cash-flow libre	11 560	-3 930	-5 871
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-15 940	-15 487	-15 487
Souscriptions d'emprunts	0		22 001
Remboursements d'emprunts	-6 158	-4 589	-6 208
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-22 098	-20 076	306
Variation de trésorerie nette	-10 538	-24 006	-5 565
Trésorerie d'ouverture	23 040	28 604	28 605
Trésorerie de clôture	12 502	4 597	23 040

IV.- Etat des variations des capitaux propres (En milliers d'euros)

Etat des variations des capitaux	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves consolidées	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total part du groupe	Minoritaires	Total Capitaux propres
Situation au 31/12/2017	36 439	44 453		108 799	-147	189 544	164	189 708
Distribution *		354		-15 841		-15 487	-1	-15 488
Juste valeur sur les instruments de couverture					60	60		60
Ecart de change					33	33		33
Autres variations					-63	-63	-1	-64
Ecarts actuariels					66	66		66
Résultat de l'exercice				29 142		29 142	12	29 154
Situation au 31/12/2018	36 439	44 807		122 100	-51	203 295	174	203 469
Distribution **				-15 940		-15 940	-2	-15 942
Juste valeur sur les instruments de couverture					-9	-9		-9
Ecart de change					7	7		7
Autres variations					-1	-1		-1
Résultat du premier semestre				16 981		16 981	3	16 984
Situation au 30/06/2019	36 439	44 807	0	123 141	-54	204 333	175	204 508

* Dividende 2017 : 3.40 € sur 4 554 876 actions, versés en 2018.

** Dividende 2018 : 1.75 € sur 9 108 552 actions, les actions en propres auto-détenues au jour du détachement du droit à dividende (soit 1 200 actions) n'ont pas donné lieu à versement de dividendes.

V- Annexe aux états financiers consolidés semestriels résumés (En milliers d'euros.)

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 juillet 2019.

1) Principaux événements de l'exercice :

Néant.

2) Référentiel comptable :

Note 1 - Référentiel comptable :

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de Thermador Groupe sont préparés en appliquant les normes internationales d'information financière (IAS/IFRS conformes aux IFRS de l'IASB) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019, notamment, en application de la norme IAS34 : information financière intermédiaire. En application de la norme IAS 34, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers dits résumés. A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers du 31 décembre 2018.

Dans les états financiers présentés ci-après toutes les normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 ont été appliquées. Aucune norme n'est appliquée par anticipation.

IFRS 15

La norme IFRS 15, appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2018, concerne uniquement le reclassement des participations publicitaires.

- Reconnaissance de notre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe est principalement composé de ventes de produits finis. Il est enregistré net de remises et ristournes accordées aux clients, des coûts liés aux accords commerciaux, des coûts de référencement ou liés aux actions promotionnelles ponctuelles facturées par les distributeurs. La reconnaissance de notre chiffre d'affaires se fait à la livraison. Notre groupe n'est pas soumis à d'autres obligations de performance liées à des prestations complémentaires (installation et/ou maintenance des marchandises..).

Concernant les garanties fournies, notre groupe se limite aux garanties légales. Les impacts de ces garanties au regard d'IFRS 15 sont non significatifs et n'ont pas donné lieu à retraitement.

- Les participations publicitaires

Les participations publicitaires ayant donné lieu à reclassement selon IFRS 15 correspondent à des remises ou à des rémunérations de services distincts octroyés à nos clients distributeurs dont le montant est calculé en fonction d'un pourcentage du chiffre d'affaires. Ces participations publicitaires étaient comptabilisées en charges externes. Ce reclassement n'a aucune incidence sur le résultat. En l'absence d'impact sur les capitaux propres à l'ouverture, Thermador Groupe a appliqué la méthode de transition rétrospective dite "simplifiée" au 1^{er} janvier 2018 et, en conséquence, ne retire pas les données antérieures reportées.

Le tableau ci-dessous détaille les agrégats financiers tels qu'ils auraient été si l'application d'IAS 11 et IAS 18 s'était poursuivie sur l'exercice en cours :

En milliers d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018	31 décembre 2018
Chiffre d'affaires selon IAS 11 et IAS 18	193 562	168 149	315 233
Impact IFRS 15	(2 863)	(2 094)	(4 043)
Chiffre d'affaires selon IFRS 15	190 699	166 055	311 190
Charges externes avant IFRS 15	(19 499)	(17 147)	(32 686)
Impact IFRS 15	2 863	2 094	4 043
Charges externes après IFRS 15	(16 636)	(15 053)	(28 643)

IFRS 9

La norme IFRS 9 requiert l'application du modèle de dépréciation s'appuyant sur les pertes attendues à l'ensemble des actifs financiers, y compris les créances commerciales à compter du 1^{er} janvier 2018. Sur la base des cinq dernières années, les pertes irrécouvrables ont représenté une moyenne de 0.10% du chiffre d'affaires consolidé. L'impact non significatif n'a pas donné lieu à la constitution d'une provision à l'ouverture par capitaux propres au 30 juin 2018 ou par résultat au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019.

IFRS 16

La norme IFRS 16 « contrats de location » est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019. Nous avons opté pour la méthode rétrospective simplifiée.

L'application de la norme IFRS 16 concerne la présentation et la comptabilisation des contrats de location. Les contrats de location, tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location », sont comptabilisés au bilan, ce qui se traduit par la constatation :

- d'un actif qui correspond au droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat,
- d'une dette au titre de l'obligation de paiement.

Evaluation du droit d'utilisation des actifs

A la date de prise d'effet d'un contrat de location, le droit d'utilisation est évalué à son coût (soit la somme des loyers actualisés sur la durée du contrat) et comprend le montant initial de la dette. Pour les contrats de location avec une date de prise d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2019, la date de prise d'effet a été fixée au 1^{er} janvier 2019.

Le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité des actifs sous-jacents (durée du contrat de location pour la composante loyer).

Evaluation de la dette de loyer

A la prise d'effet du contrat, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat. Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de la dette sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers fixes en substance, c'est-à-dire que même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, ils sont en substance inévitables),
- les paiements à effectuer par le preneur en vertu de l'exercice d'une option d'achat.

L'évaluation de la dette liée au contrat de location est la suivante :

- elle est augmentée à hauteur des charges d'intérêts déterminées par application du taux d'actualisation à la dette, à l'ouverture de la période,
- et diminuée du montant des paiements effectués.

Par ailleurs, la dette peut être ré-estimée dans les situations suivantes :

- révision de la durée de location,
- modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option,
- révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l'ajustement des loyers a lieu.

Typologie des contrats de location capitalisés

- **Contrats de location « Biens immobiliers »**

Le groupe a identifié des contrats de location au sens de la norme pour les bâtiments loués par les filiales Mecafer, Fginox et Rousseau. Il s'agit de baux commerciaux de type 3-6-9 sans option de renouvellement au terme du bail. La durée retenue pour les calculs est de 9 ans, conformément à la position de l'ANC.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de prise d'effet du contrat. Nous avons retenu un taux unique au niveau du groupe, les investissements immobiliers étant toujours portés par la société civile immobilière SCI Thely détenue à 100 % par Thermador Groupe. Ce taux correspond au taux d'intérêt qu'obtiendrait le preneur, au commencement du contrat de location, pour emprunter sur une durée avec une garantie et dans un environnement économique similaires, les fonds nécessaires à l'acquisition de l'actif. Ce taux est obtenu par l'addition du taux « emprunt phare à 10 ans » et du spread propre à Thermador Groupe (écart de taux entre le taux d'emprunt marginal de Thermador Groupe et le taux « emprunt phare à 10 ans »).

- Contrats de location « Autres actifs »

Les principaux contrats de location identifiés correspondent aux véhicules et à des contrats de location de photocopieurs. La durée de capitalisation des loyers de location correspond à la période non résiliable du contrat, la grande majorité des contrats ne comprenant pas d'options de renouvellement. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de prise d'effet du contrat (cf. paragraphe « Biens immobiliers » pour la détermination du taux d'endettement marginal). Ce taux d'actualisation est différent du taux d'actualisation utilisé pour les contrats de location « Biens immobiliers ».

Typologie des contrats de location non capitalisés

Le groupe retient les deux exemptions prévues par la norme IFRS 16 qui permettent de ne pas comptabiliser au bilan : les contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

- Contrats de location de courte durée inférieure ou égale à douze mois
- Contrats de location portant sur des actifs de faible valeur : ces contrats concernent des locations pour lesquelles la valeur à neuf des actifs est inférieure ou égale à 5 000 dollars US.

Impact sur les états financiers

Au 30 juin 2019	impacts IFRS 16
<u>Bilan</u>	
Actif non courant avant IFRS 16	112 603
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	3 120
Actif non courant après IFRS 16	115 723
Passif non courant avant IFRS 16	36 666
Obligations locatives à plus d'un an	2 289
Passif non courant après IFRS 16	38 955
Passif courant avant IFRS 16	99 504
Obligations locatives à moins d'un an	845
Passif courant après IFRS 16	100 349
<u>Compte de résultat</u>	
Charges externes avant IFRS 16	- 17 070
Annulation des loyers	443
Charges externes après IFRS 16	- 16 627
Dotations aux amortissements avant IFRS 16	- 2 301
Dotations aux amortissements - impacts IFRS 16	- 434
Dotations aux amortissements après IFRS 16	- 2 735
Coût de l'endettement financier brut avant IFRS 16	- 90
Charges financières - impacts IFRS 16	- 23
Coût de l'endettement financier brut après IFRS 16	- 113
Charges d'impôts avant IFRS 16	- 7 907
Impôt différé - impacts IFRS 16	4
Charges d'impôts après IFRS 16	- 7 903
Impact total résultat	- 10

IFRIC 23

L'interprétation IFRIC 23 « incertitude relative aux traitements fiscaux » est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019. Au 30 juin 2019, l'application de cette interprétation n'a pas d'impact sur les comptes, ainsi que sur la présentation des états financiers.

3) Périmètre et mode de consolidation :

Sont incluses dans le périmètre de consolidation toutes les filiales dont Thermador Groupe détient directement ou indirectement au moins 20% des droits de vote au 30 juin 2019, sans modification par rapport au 31 décembre 2018 :

Nom	Lieu	% détenu et d'intérêt	Mode de consolidation
Sferaco / Groupe Valfit	France	99.9975%	Intégration globale
Thermador	France	99.9975%	Intégration globale
Jetly	France	99.9972%	Intégration globale
Dipra	France	97.9933%	Intégration globale
PB Tub	France	99.9800%	Intégration globale
Isocel	France	99.9000%	Intégration globale
Sectoriel	France	99.9631%	Intégration globale
Syveco (anciennement Thermador International)*	France	99.9888%	Intégration globale
Axelair	France	99.9958%	Intégration globale
Mecafer	France	100.0000%	Intégration globale
Domac	France	100.0000%	Intégration globale
Aello	France	99.9992%	Intégration globale
Thely	France	99.9999%	Intégration globale
Opaline	France	100.0000%	Intégration globale
Tagest	France	99.8000%	Intégration globale
Deco holding (Sodeco Valves)	Belgique	100.0000%	Intégration globale
FGinox	France	100.0000%	Intégration globale
Sanidom / Rousseau	France	100.0000%	Intégration globale

Le périmètre de consolidation concerne l'ensemble des sociétés du groupe, il a été modifié en 2018 : acquisition de 100 % du capital de Sanidom / Rousseau au 31 décembre 2018.

(*) Thermador International a changé de nom et se nomme désormais Syveco.

4) Règles et méthodes comptables significatives

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques sauf le cas échéant pour les instruments financiers (court terme et dérivés) qui sont évalués en juste valeur.

Note 2 - Ecart d'évaluation :

Les écarts d'évaluation apparus lors de l'achat des titres Thely par Thermador Groupe en 1987 et 1990 ont été affectés aux postes Terrains et Constructions ; cette correction n'a pas été étendue aux intérêts minoritaires.

Ces écarts ont fait, par le compte de résultat, l'objet de dépréciation par voie d'amortissements conformément aux règles applicables aux biens concernés. Ainsi les écarts affectés aux terrains n'ont pas été amortis et ceux affectés aux constructions ont été amortis selon la durée de vie résiduelle prévisionnelle des constructions.

	Terrains	Constructions	Total
Ecart d'évaluation valeur brute	39	468	507
Amortissements début de période		468	468
Amortissements fin de période		468	468
Ecart d'évaluation valeur nette	39		39

Lors de l'achat des titres de Sodeco Valves par Thermador Groupe au 31 août 2017, un écart d'évaluation de 300 K€ a été affecté au poste constructions. Cet écart a fait, par le compte de résultat, l'objet de dépréciation par voie d'amortissements conformément aux règles applicables au bien concerné. Ainsi l'écart affecté aux constructions a été amorti selon la durée d'amortissement de 20 ans.

	Constructions
Ecart d'évaluation valeur brute	300
Amortissements début de période	20
Amortissements fin de période	28
Ecart d'évaluation valeur nette	272

Lors de l'achat des titres de Sanidom par Thermador Groupe au 31 décembre 2018, un écart d'évaluation de 3 536 K€ a été affecté aux postes terrains et constructions.

	Terrains	Constructions	Total
Ecart d'évaluation valeur brute	952	2 584	3 536
Amortissements début de période			
Amortissements fin de période		(59)	(59)
Ecart d'évaluation valeur nette	952	2 525	3 477

L'écart affecté aux constructions sera amorti selon les durées d'amortissements en fonction des composants.

Composants	Durée d'amortissements (en nombre d'années)
Gros Œuvre	40
Bardage Charpente	25
Electricité	20
Chauffage Plomberie	15
Peinture et cloisons	10
Toiture	20

Un écart d'évaluation de 3 700 K€ a été affecté à la marque pour un montant de 1 200 K€ et à la relation clients pour un montant de 2 500 K€. La relation clients est amortie sur une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2019. Ainsi une dotation aux amortissements de 125 K€ a été comptabilisée au 30 juin 2019.

Note 3 - Ecart d'acquisition :

Le bilan comporte un poste « écarts d'acquisition » pour 50 804 K€ et se décompose comme suit :

- 17 617 K€ correspondant aux écarts d'acquisition sur Mecafer et Nuair France,
- 24 798 K€ correspondant aux écarts d'acquisition sur Sodeco Valves, FGinox et Groupe Valfit,
- 1 428 K€ correspondant à la valeur résiduelle non affectée résultant de l'acquisition de Sanidom (Rousseau) après affectations du prix d'acquisition aux actifs et passifs identifiables acquis,
- (25 K€) correspondant à la cession du fonds de commerce de Sodeco Sedin.

Mecafer / Nuair France :

En milliers d'euros	Mecafer	Nuair France	Total
Actif net comptable acquis avant harmonisation comptable	8 940	741	9 681
Retraitements	(298)		(298)
Actif net acquis	8 642	741	9 383
Coût d'acquisition	24 300	2 700	27 000
Ecart d'acquisition	15 658	1 959	17 617

Lors de l'entrée dans le périmètre de Sodeco Valves, de FGinox et de Groupe Valfit, en application de la norme IFRS 3 révisée, un écart d'acquisition de 24 798 K€ a été enregistré. Ces écarts d'acquisition représentent les synergies attendues de l'intégration des nouvelles activités acquises et les économies d'échelle qui sont générées par la mutualisation des moyens mis en œuvre. Ils ont été alloués aux groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT) représentés par chaque société acquise.

Le prix d'acquisition des entreprises acquises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle des acquises, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Cet écart d'acquisition est de 24 798 K€ et affecté en totalité au goodwill.

En milliers d'euros	Sodeco Valves	FGinox	Groupe Valfit	Total
Actif net comptable acquis avant harmonisation comptable	5 922	6 930	2 653	15 505
Retraitements	170	21	(13)	178
Actif net acquis	6 092	6 951	2 640	15 683
Coût d'acquisition	10 000	22 881	7 600	40 481
Ecart d'acquisition	3 908	15 930	4 960	24 798

Les retraitements ont concerné :

Sodeco Valves :

- l'affectation d'une partie de l'écart d'acquisition à la juste valeur du bâtiment de Sodeco Valves au 31 août 2017 pour un montant de 300 K€ diminué d'un impôt différé passif de 102 K€,
- l'impôt différé sur la provision de départ à la retraite soit 3 K€,
- le fonds de commerce de 32 K€ correspondant à la société Sodeco Sedin, filiale française de Sodeco Valves.

FGinox :

- l'impôt différé sur la provision de départ à la retraite soit 21 K€,

Groupe Valfit :

- l'harmonisation de la méthode de provisionnement des indemnités de départ à la retraite soit une charge complémentaire de 29 K€ et l'impôt différé actif sur la provision de départ à la retraite soit 16 K€.

Axelair / Vortice :

Thermador Groupe via sa filiale Axelair a acquis au 31 décembre 2017 le fonds de commerce de Vortice France pour une valeur de 850 K€.

Sodeco Valves 2018 :

Le 30 octobre 2018, Sodeco Sedin a cédé 80 % de son fonds de commerce pour une valeur de 550 K€. La valeur nette comptable de cet actif était de 25 K€ au 30 octobre 2018. La plus-value de 525 K€ a été comptabilisée en « autres produits d'exploitation » dans l'UGT de Sodeco Valves. Le prix d'acquisition de 10 M€ de Sodeco Valves n'a pas été réduit en conséquence car aucune quote-part de ce prix n'était affecté au fonds de commerce de Sodeco Sedin. Rappelons que Sodeco Sedin était en concurrence avec les clients distributeurs de nos filiales Sferaco et Sectoriel, la poursuite de l'exploitation de ce fonds de commerce pouvait être défavorable à ces deux filiales. De plus Sodeco Sedin a enregistré des pertes d'exploitation sur les années 2017, 2016 et 2015.

Sanidom / Rousseau :

Lors de l'entrée dans le périmètre de Sanidom / Rousseau, en application de la norme IFRS 3 révisée, un écart d'acquisition de 1 428 K€ a été enregistré. Cet écart d'acquisition représente les synergies attendues de l'intégration de cette nouvelle activité acquise et les économies d'échelle qui sont générées par la mutualisation des moyens mis en œuvre. Ils ont été alloués à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) représentée par chaque société acquise.

Le prix d'acquisition de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur à la date d'acquisition des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle des acquises, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Cet écart d'acquisition est de 1 428 K€ et affecté en totalité au goodwill.

En milliers d'euros	Sanidom / Rousseau
Actif net comptable acquis avant retraitement	15 184
Retraitements	5 388
Actif net acquis	20 572
Coût d'acquisition	22 000
Ecart d'acquisition provisoire	1 428

Les retraitements ont concerné :

- l'affectation d'une partie de l'acquisition à la juste valeur du terrain propriété de Sanidom / Rousseau au 31 décembre 2018 pour un montant de 952 K€ diminué d'un impôt différé passif de 238 K€,
- l'affectation d'une partie de l'acquisition à la juste valeur du bâtiment de Sanidom / Rousseau au 31 décembre 2018 pour un montant de 2 584 K€ diminué d'un impôt différé passif de 659 K€.
- l'affectation d'une partie de l'acquisition à la marque « Edouard Rousseau » au 31 décembre 2018 pour un montant de 1 200 K€ diminué d'un impôt différé passif de 300 K€,
- l'affectation d'une partie de l'acquisition à la relation clients au 31 décembre 2018 pour un montant de 2 500 K€ diminué d'un impôt différé passif de 651 K€.

Des tests de dépréciation (IAS 36) sont mis en place une fois par an au minimum au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté conformément à l'IAS 8 dans le cadre de la présentation de l'information sectorielle. Ces unités génératrices de trésorerie ont été définies en fonction des critères de secteur d'activité. Compte tenu de l'organisation du groupe et de la répartition des différents métiers, les unités génératrices de trésorerie retenues par le groupe sont constituées des entités juridiques Jetly, Sferaco/groupe Valfit, Thermador, Dipra / Rousseau, Isocel, PBtub, Sectoriel, Thermador International, Axelair, Mecafer/Domac, Aello, Sodeco Valves, FGinox et d'une unité distincte de moyens constituée de Thely, Opaline, Tagest et Thermador Groupe (Note 18).

Les résultats des tests de dépréciation sur ces écarts d'acquisition, basés notamment sur les flux de trésorerie nets futurs prévisibles sur une période de cinq ans et un taux de croissance postérieur de 1%, actualisés au taux de 7,5%, justifient l'absence de provisions. Le taux d'actualisation a été calculé en fonction du taux sans risque TEC (Taux de l'Echéance Constante) 30 ans, du taux de risque du marché français, celui du secteur soit 1,11 % et une prime de risque spécifique. La variation raisonnable des hypothèses clés ne montre pas de sensibilité particulière.

Note 4 - Impôts différés :

Les impôts différés ont été calculés sur tous les postes de bilan et du compte de résultat ; il n'existe pas d'impôts différés non activés.

Taux de l'impôt-société au 30 juin 2019 :

Sur les activités ordinaires (1)	30,56%
Contribution sociale	0,54%
Frais et charges non déductibles sur les dividendes des filiales (2)	0,60%
Variation de taux de fiscalité différée (3)	0,02%
Charges non déductibles et effet de taux de fiscalité hors France	0,04%
Taux de l'impôt-société sur le résultat des activités ordinaires	31,76%

- (1) La loi de finances a introduit une dégressivité du taux d'impôt applicable dès le 1er janvier 2018. Le bénéfice jusqu'à 500 K€ est taxé au taux de 28%. L'économie d'impôt est de 90 K€. Le taux d'impôt en Belgique est de 29,58% et celui en Espagne est de 25%.
- (2) La loi de finances a fixé à 5% le pourcentage des frais et charges non déductibles sur les dividendes des filiales ; cela représente une charge d'impôt-société sur les dividendes de 510 K€ qui seront versés en 2020 à Thermador Groupe.
- (3) Les taux d'impôt de 31 % pour 2019, 28% pour 2020, 26,5% pour 2021 et 25% à compter de 2022 ont été retenus au 30 juin 2019 pour prendre en compte dans la loi de finances 2018 (article 84) l'évolution programmée du taux d'impôt en fonction de la taille de l'entreprise. L'impact de la variation des taux de fiscalité différée est une charge de 7 K€. Ce quantum concerne la participation légale, les déficits reportables, la provision pour retraite ainsi que les provisions non déductibles sur les stocks.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de reversement identiques.

Impôt différé actif non courant	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Provision retraite	638	644	636
Déficit Axelair et Aello	563	745	692
IFRS 16	3		
Total	1 204	1 389	1 328

Impôt différé actif courant	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Déficit Axelair et Aello			22
Décalage temporaire	409	427	399
Total	409	427	421

Impôt différé passif non courant	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Fonds de commerce *	1 429	1 429	1 429
Survaleur terrain et construction	916	103	935
Provision retraite	(188)	(43)	(187)
Déficit reportable Sodeco Valves	(91)	(105)	(91)
Plus-value sur bâtiment	98	123	102
Marque et relations clients	839		873
Amortissement bâtiment	(35)	(36)	(35)
Total	2 968	1 471	3 026

* les fonds de commerce inscrits à l'actif de Thermador Groupe sont en sursis d'imposition.

Impôt différé passif courant	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Impôts sur les distributions des filiales	143		308
Juste valeur sur instruments financiers	(23)	7	(18)
Taxe 3% sur les dividendes distribués		154	
Survaleur terrain et construction	39	5	41
Marque et relations clients	74		78
Décalage temporaire	(78)	(65)	(85)
Plus-value sur bâtiment	9	11	9
Total	164	112	333

Note 5 - Opérations en devises, instruments financiers et dérivés

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes et les créances en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice ou des engagements pris. La différence résultant de la réévaluation des dettes et des créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat.

Montant des dettes fournisseurs au 30 juin 2019 dans la principale devise qui est le Dollar US : 11 309 K€.

Thermador Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments financiers dérivés utilisés servent uniquement à couvrir des variations de taux de change correspondant à leurs achats de marchandises en devises. Thermador Groupe a mis en place une gestion centralisée de la trésorerie en dollar à compter du 1er janvier 2018 avec pour objectif de couvrir les besoins de toutes les filiales du groupe. A ce titre, Thermador Groupe a souscrit des achats à terme en USD à hauteur de 31 605 000 USD avec pour échéance le deuxième semestre 2019. Les critères de l'IAS 39.9 sont respectés et nous permettent de comptabiliser ces couvertures selon la comptabilité de couverture. Un test d'efficacité a été réalisé au 30 juin 2019. En conséquence la juste valeur de ces instruments financiers a été comptabilisée pour une montant de -73 K€ en capitaux propres.

Il n'y a pas de compensation entre actifs et passifs financiers.

Actifs et passifs financiers inscrits au bilan : ventilation par catégorie d'instruments :

Actifs au 30/06/2019	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur Par résultat	Créances	Instruments de couverture
Clients des activités commerciales	84 428	84 428		84 428	
Autres débiteurs	12 263	12 263		12 263	
Trésorerie	13 672	13 672	13 672		
Total actifs	110 363	110 363	13 672	96 691	

Passifs au 30/06/2019	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur Par résultat	Dettes	Instruments de couverture
Emprunts et dettes financières à long terme	30 428	30 428		30 428	
Obligations locatives à plus d'un an	2 289	2 289		2 289	
Passifs non courants	6 238	6 238		6 238	
Passifs financiers courants	12 553	12 553		12 553	
Fournisseurs	55 470	55 470		55 470	
Fournisseurs immobilisations	988	988		988	
Instruments financiers	73	73			73
Autres créditeurs	31 265	31 265		31 265	
Total passifs	139 304	139 304		139 231	73

Note 6 : Emprunts et dettes financières

Au 30/06/2019 En milliers d'euros	Courant	Non courant	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts bancaires	11 708	30 428	42 136	11 708	30 128	300
Dettes de loyer (IFRS 16)	845	2 289	3 134	845	2 289	
Trésorerie et équivalent trésorerie	13 672		13 672	13 672		
Total en valeur nette	1 119	(32 717)	(31 598)	1 119	(32 417)	(300)

Le poste de trésorerie et équivalent trésorerie, égal à 13 672 K€, correspond au montant des comptes bancaires pour 11 857 K€ et des comptes à terme pour 1 815 K€ avec une échéance à moins d'un mois.

5) Notes sur le bilan

Immobilisations (note 6)	Valeur brute au début de la période	Impacts IFRS 16	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de la période
Ecarts d'acquisition	50 804		0	0	50 804
Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 517		338	18	8 837
Total immobilisations incorporelles	59 321	0	338	18	59 641
Terrains	10 834		0	0	10 834
Constructions sur sol propre	64 079		831	0	64 910
Installations techniques, matériel et outillage	9 380	-69	1 463	5	10 769
Installations générales, agencements, aménagements	5 783		-1 283	39	4 461
Matériels de transports	238		188	32	394
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 401		564	110	4 855
Autres immobilisations corporelles en cours	1 655		1 052	0	2 707
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	0	3 262	293	0	3 555
Total immobilisations corporelles	96 370	3 193	3 108	186	102 485
Autres immobilisations financières	278		47	28	297
Total immobilisations financières	278	0	47	28	297
Total général	155 969	3 193	3 493	232	162 423

Bâtiment Sferaco : En 2015, nous avons terminé l'extension du bâtiment de Sferaco sur le terrain acheté de 12 500 m². Le coût global a été de 9,4 M€. Ce bâtiment a désormais une superficie de 14 350 m² avec une possible extension supplémentaire de 3 000 m².

Bâtiment Sectoriel : en août 2014, nous avons acheté un terrain contigu à celui sur lequel est bâti actuellement le bâtiment de Sectoriel ainsi qu'un bâtiment pour 872 K€. Nous avons étendu le bâtiment Sectoriel pour le doter notamment d'un atelier de motorisation de plus de 650 m². Les travaux ont débuté en janvier 2015 et se sont achevés en septembre 2016, le coût global étant de 4,6 M€. L'amortissement a débuté le 1er octobre 2016. Le bâtiment a une superficie de 7 900 m², avec une possibilité d'extension supplémentaire de 2 000 m². Sectoriel a été en mesure d'intégrer physiquement Nuair France à compter de juillet 2016.

En 2018, nous avons acquis un bâtiment de 7 307 m² sur un terrain de 16 000 m² pour 2 022 K€. Ce bâtiment est utilisé pour du stockage temporaire.

En 2019, nous avons débuté les travaux pour rénover le bâtiment occupé par Dipra afin d'améliorer les conditions de travail des équipes qui travaillent dans l'entrepôt et optimiser l'occupation de ce bâtiment. Nous avons également réhabilité les bureaux sur le premier semestre 2019 dans le bâtiment occupé par Syveco et Isocel.

Le domaine immobilier comprend désormais 296 166 m² de terrain et 121 452 m² de bâtiments (entrepôts et bureaux).

La valeur du parc immobilier a été évaluée, en décembre 2016 pour les bâtiments localisés à Saint Quentin Fallavier, en avril 2017 pour le bâtiment de notre filiale Domac, en août 2018 pour le bâtiment de notre filiale Sodeco Valves et en décembre 2018 pour le bâtiment de notre nouvelle filiale Sanidom à environ 60,8 millions d'euros (évaluation d'Expertise Galtier, Chemin Moulin Carron-69 Ecully et CBRE à Bruxelles), cette évaluation comprend les terrains bâtis et non bâtis.

Note 7 – Amortissements

Amortissements (note 7)	Montant des amortissements au début de la période	Impacts IFRS 16	Augmentations de la période	Diminutions amortissements des éléments sortis de l'actif	Montant des amortissements à la fin de la période
Ecarts d'acquisition					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 760		254	18	3 996
Total immobilisations incorporelles	3 760		254	18	3 996
Terrains					
Constructions sur sol propre	27 429		1 213		28 642
Installations techniques, matériel et outillage	6 729		1 256	5	7 980
Installations générales, agencements, aménagements	3 879	-5	-970	46	2 858
Matériels de transports	135		158	31	262
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 439		390	100	3 729
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location			434		434
Total immobilisations corporelles	41 611	-5	2 481	182	43 905
Total général	45 371	-5	2 735	200	47 901

Note 8 – Capital social

Le capital est fixé à 36 439 008 € divisé en 9 109 752 actions d'un nominal de 4 € chacune.

Il n'y a pas de stock-options.

Thermador Groupe a acheté 1 200 de ses propres actions au cours de l'année 2018 représentant une valeur d'achat de 62 K€. Ces actions auto-détenues ont été valorisées au cours de clôture, soit à 57,20 €. Le prix de revient des actions est inférieur à la valorisation au cours de clôture.

Note 9 – Engagements ou opérations avec des parties liées :

Les parties liées concernent l'ensemble des administrateurs de Thermador Groupe le plus souvent dirigeants des principales filiales du groupe.

Il n'y a aucun engagement ou opération avec des parties liées hormis les éléments de rémunération et les engagements de retraite. Il n'existe pas d'engagement portant sur des indemnités de rupture au profit des dirigeants.

Le groupe n'utilise aucun actif appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille.

Le montant des rémunérations brutes et avantages de toute nature, directs ou indirects, pour chaque mandataire social au sein du groupe (société consolidante et sociétés contrôlées incluses, au sens de l'article 357-1 de la loi des sociétés commerciales) versées au titre de l'exercice aux membres du Conseil d'Administration en raison de leur fonction s'élève à 378,8 K€ réparties comme suit :

Rémunérations fixes et variables (dues et versées)

	Partie fixe			Partie variable			Total rémunération		
	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Administrateurs opérationnels, P.-D.G. et D.G. délégués									
Christophe Arquillière, Administrateur	71	70	139			78	71	70	217
Jean-François Bonnefond, Administrateur, membre du comité d'audit et D.G. délégué	95	93	186			82	95	93	268
Patricia Mavigner, secrétaire du Conseil d'Administration et D.G. délégué depuis le 1er mai 2016	71	70	139			88	71	70	227
Guillaume Robin, P.-D.G.	98	97	194			108	98	97	302
Sous total	335	330	658			356	335	330	1 014
Jetons de présence (dus et versés)									
Administrateurs extérieurs									
Hervé Le Guillerm (1)		4	4,1					4	4,1
Guy Vincent	4,1	6	12,2				4,1	6	12,2
Janis Rentrop	6,2	6	12,2				6,2	6	12,2
Administrateurs indépendants									
Karine Gaudin, Présidente du comité d'audit	8,7	8	17,4				8,7	8	17,4
Caroline Meignen	6,2	6	13,8				6,2	6	13,8
Laurence Paganini	6,2	6	12,2				6,2	6	12,2
Laurence Verdickt (2)	-	6	12,2					6	12,2
Olivier V. de la Clergerie, membre du comité d'audit	8,3	4	12,2				8,3	4	12,2
Mathilde Yagoubi (3)	4,1						4,1		
Sous total	43,8	46	96,3				43,8	46	96,3
TOTAL	378,8	376,1	754,3			356	378,8	376,1	1 110,3

L'établissement des parties variables des salaires est expliqué en page 23 du rapport annuel 2018.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage en nature, ni d'options et actions de performance. Il n'existe ni indemnités de départ, ni indemnités d'arrivée pour les mandataires sociaux.

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas de régime de retraite spécifique. Ils ne bénéficient pas d'indemnités relatives à une clause de non-concurrence, ni d'indemnités de rupture.

Les rémunérations indiquées ci-dessus sont donc uniquement des salaires.

Les montants reportés ci-dessus n'intègrent pas les jetons de présence de Marylène Boyer dont le mandat d'administrateur a pris fin lors de l'assemblée générale annuelle du 4 avril 2016.

- (1) Le mandat d'administrateur d'Hervé Le Guillerm n'a pas été renouvelé lors de l'assemblée générale annuelle du 9 avril 2018.
- (2) Le mandat d'administrateur de Laurence Verdickt n'a pas été renouvelé lors de l'assemblée générale annuelle du 8 avril 2019.
- (3) Mathilde Yagoubi a été nommé administrateur à l'issue de l'assemblée générale annuelle du 8 avril 2019.

Engagements vis à vis des dirigeants :

L'engagement de fin de carrière concerne le versement d'une indemnité de départ à la retraite autorisée par le Conseil d'Administration du 19 décembre 2003. Cette indemnité est calculée de la même façon que celle versée à un cadre suivant les modalités de l'article 5 de l'avenant I de la convention collective du Commerce de gros.

Le montant de l'engagement enregistré au 30 juin 2019 pour les administrateurs et mandataires sociaux présents au 30 juin 2019 est égal à 310 K€.

Note 10 – Événements significatifs postérieurs à la clôture :

Aucun changement significatif dans la structure financière ou commerciale du groupe n'est intervenu depuis la fin de l'exercice.

Note 11 – Evaluation des risques.

La nature des risques principaux n'a pas été modifiée sur le premier semestre 2019, ces risques sont mentionnés dans le rapport financier annuel 2018.

Nous précisons que l'activité de notre groupe au Royaume-Uni est non significative. Nous n'anticipons aucun impact ou risques liés au Brexit.

Note 12 - Risques juridiques

Dans les douze derniers mois, il n'y a pas eu de procédure gouvernementale, judiciaire, d'arbitrage ou administrative (y compris toute procédure dont nous aurions eu connaissance, qui serait en suspens ou dont nous serions menacés) qui pourrait avoir ou aurait eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe.

Le 3 avril 2017, les sociétés Thermador Groupe et ses filiales Aello et Jetly, ont été assignées devant le tribunal de commerce de Rennes par les sociétés Diffusion Equipements Loisirs – D.E.L. et Multifija qui invoquent une concurrence déloyale et du parasitisme sur le marché des équipements et accessoires pour les piscines. Nous déplorons cette action judiciaire et rejetons intégralement ces accusations. Notre avocat a plaidé le 26 juin 2018 devant la Cour d'Appel de la décision du Tribunal de Commerce de Rennes rendue le 20 mars 2018 de rejeter notre demande d'exception d'incompétence soulevée au profit du Tribunal Arbitral. Le délibéré de la cour d'Appel en date du 2 octobre 2018 a rejeté notre demande. Nous nous sommes pourvus en cassation. Une audience est prévue en septembre 2019 devant le tribunal de commerce de Rennes au titre de l'action en concurrence déloyale. La prétention des demandeurs s'élève à 1,8 M€. Thermador Groupe n'a pas été condamné à ce jour. Nous demeurons confiants quant à l'issue de cette procédure. Aucune provision n'a été comptabilisée au 30 juin 2019 car nous n'avons à ce jour aucune obligation et celle-ci ne peut être estimée de manière fiable.

Note 13- Provisions inscrites au bilan

Provisions (note 13)	Montant au début de la période	Dotations de la période	Reprises de la période	Montant à la fin de la période
<u>Provisions non courantes</u>				
Impôts différés passif	3 026		58	2 968
Provision pour engagement de fin de carrière	3 225	100	56	3 269
Total provisions non courantes	6 251	100	114	6 237
<u>Provisions courantes</u>				
Autres provisions courantes	708	52	196	564
Total provisions courantes	708	52	196	564
<u>Provisions pour dépréciations</u> (inscrites en moins de l'actif)				
Provisions sur stock	3 222	548	336	3 434
Provisions sur comptes clients	1 121	76	46	1 151
Total provisions pour dépréciations	4 343	624	382	4 585
Total général	11 302	776	692	11 386

Note 14- Créances (en milliers d'euros)

Créances (note 14)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Clients	84 095	69 456	57 862
Clients douteux	332	301	256
Impôt-société	421	229	851
Impôt différé actif	409	427	421
Autres créances			
TVA	5 510	3 383	3 244
Autres tiers	4 504	2 961	6 079
Charges constatées d'avance	1 419	951	694
Total des autres créances	11 433	7 295	10 017
Total des créances	96 700	77 708	69 407

Note 15- Dettes (en milliers d'euros)

Dettes (note 15)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Provisions courantes	565	669	708
Obligations locatives à moins d'un an	845		
Emprunts à court terme	1 170	1 855	1 029
Partie courante des emprunts et dettes	10 538	6 135	10 606
Fournisseurs	55 470	50 182	44 268
Impôt-société	1 214	1 005	942
Fournisseurs immobilisations	988	165	417
Dettes fiscales et sociales :			
Personnel et organismes sociaux	9 819	8 350	9 424
Impôt différé passif	164	112	333
TVA	6 127	3 856	1 069
Autres impôts et taxes	1 194	870	954
Total dettes fiscales et sociales	17 304	13 188	11 780
Autres tiers	12 255	11 085	12 617
Total des dettes	100 349	84 284	82 367

6) Notes sur le compte de résultat

Note 16 - Explication sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 :

Le chiffre d'affaires est constitué essentiellement de ventes de marchandises qui sont comptabilisées à la livraison.

Répartition du chiffre d'affaires par secteur géographique : France 156 655 K€, Etranger : 34 044 K€ dont Syveco 13 918 K€ et Sodeco Valves pour 9 226 k€.

	30/06/2019	2019 périmètre constant	30/06/2018	2018 périmètre constant
Chiffre d'affaires (selon IFRS 15)	190 699	172 671	166 055	164 511

A périmètre constant le chiffre d'affaires 2019 est égal à 172 671 K€ à comparer à un chiffre d'affaires 2018 constant de 164 511 K€. Le chiffre d'affaires 2019 intègre le chiffre d'affaires de la société Rousseau acquise au 31 décembre 2018. Quant au chiffre d'affaires 2018 à périmètre constant, il intègre la cession du fonds de commerce de Sodeco Sedin, filiale française de Sodeco Valves.

Note 17 – Explication sur le résultat opérationnel et le résultat net du premier semestre 2019 :

	30/06/2019	2019 périmètre constant	30/06/2018	2018 périmètre constant
Résultat opérationnel courant sur activité	25 017	23 762	23 454	22 679
Résultat net part du groupe	16 981	16 076	15 455	14 695

A périmètre constant le résultat opérationnel 2019 s'élève à 23 762 K€ à comparer à un résultat opérationnel 2018 constant de 22 679 K€. Toujours à périmètre constant le résultat net part du groupe 2019 s'élève à 16 076 K€ à comparer à un résultat net 2018 constant de 14 695 K€. Le résultat opérationnel et le résultat net part du groupe au 30 juin 2019 intègrent le résultat généré par la société Rousseau acquise le 31 décembre 2018. Le résultat opérationnel et le résultat net 2018 à périmètre constant intègrent la cession du fonds de commerce de Sodeco Sedin, filiale française de Sodeco Valves.

7) Information sectorielle

Note 18 - (en milliers d'euros)

Compte de résultat :		2019					2018				
		Ventes	Intra-groupe	IFRS 15 (2)	Ventes selon IFRS 15	Résultat avant impôts	Ventes	Intra-groupe	IFRS 15 (2)	Ventes selon IFRS 15	Résultat avant impôts
Sferaco / Groupe Valfit (4)	Robinetterie et raccords	37 635	-7 565	-90	29 980	5 868	36 939	-8 607	-77	28 255	5 771
Jetly	Pompes	26 831	-241	-78	26 512	5 968	25 638	-259	-21	25 358	5 698
Thermador	Accessoires de chauffage	23 367	-857	-276	22 234	4 418	21 743	-792	-228	20 723	3 980
Mecafer / Domac (1)	Gros outillage en GSB	15 460	-56	-823	14 581	864	16 175	-29	-960	15 186	1 556
Pbtub	Tubes en matériaux de synthèse	13 992	-303	-166	13 523	1 148	13 964	-239	-141	13 584	1 299
Syveco	International	13 926	-1		13 925	1 825	12 402	-1		12 401	1 545
Dipra / Rousseau (5)	Pompes, plomberie et robinetterie sanitaire en GSB	30 336	-177	-1 312	28 847	1 330	12 243	-176	-576	11 491	598
Sodeco Valves (2)	Robinetterie industrielle	9 535	-142		9 393	502	10 867	-16		10 851	736
Sectoriel	Motorisation pour vannes et compresseurs d'air	12 711	-1 775	-71	10 865	1 693	11 855	-1 661	-61	10 133	1 605
FG Inox (3)	Raccords, brides et accessoires	8 515	-78		8 437	1 066	8 106	-7		8 099	952
Aello	Accessoires de piscine	5 923	-60		5 863	479	4 605	-80		4 525	252
Isocel	Constructeurs de chaudières	3 058	-1		3 057	394	3 011	-2		3 009	366
Axelair	Ventilation	3 407	-40	-47	3 320	-4	2 327	-16	-30	2 281	-169
Autres structures		7 059	-6 897		162	20 912	6 531	-6 372		159	19 056
Eliminations						-21 446					-19 791
Total		211 755	-18 193	-2 863	190 699	25 017	186 406	-18 257	-2 094	166 055	23 454

Des unités génératrices de trésorerie ont été définies en fonction des critères de secteur d'activité.

Compte tenu de l'organisation du groupe et de la répartition des différents métiers, les unités génératrices de trésorerie retenues par le groupe sont constituées des entités juridiques : Jetly, Sferaco intégrant Groupe Valfit (depuis le 31 décembre 2017), Thermador, Dipra et Rousseau (depuis le 31 décembre 2018), Isocel, Pbtub, Sectoriel intégrant Nuair France depuis le 1er juillet 2015, Syveco, Axelair, Mecafer (depuis le 1er juillet 2015) intégrant Domac (depuis le 1er mars 2017), Aello, Sodeco Valves, FGInox et d'une unité distincte de moyens constituée de Thely, Opaline, Tagent et Thermador Groupe.

- (1) Avec l'acquisition de Domac le 1^{er} mars 2017.
- (2) Avec l'acquisition de Sodeco Valves depuis le 1^{er} septembre 2017.
- (3) Avec l'acquisition de FGInox depuis le 1^{er} octobre 2017.
- (4) Avec l'acquisition du groupe Valfit depuis le 31 décembre 2017.
- (5) Avec l'acquisition de Rousseau / Sanidom depuis le 31 décembre 2018.
- (6) Selon IFRS 15.

8) Personnel

Note 19

	30/06/2019 (*)	30/06/2018	31/12/2018
Répartition par statuts			
Cadres	185	157	163
Agents de maîtrise	50	32	39
Employés	336	267	274
Total	571	456	476

(*) L'effectif au 30 juin 2019 intègre les effectifs de la société Rousseau acquise au 31 décembre 2018. Les effectifs reportés au 31 décembre 2018 ainsi qu'au 30 juin 2018 n'intègrent pas l'effectif de la société Rousseau.

Au 30 juin 2019, notre filiale Rousseau représente un effectif total de 94 personnes.

	30/06/2019 (*)	30/06/2018	31/12/2018
Répartition par âge			
De 18 à 29 ans	59	45	56
De 30 à 39 ans	160	138	151
De 40 à 49 ans	182	149	150
50 ans et plus	170	124	119
Total	571	456	476

VI.- Rapport semestriel d'activité du 1^{er} semestre 2019

1) Activité

Le développement de l'activité au 2^e trimestre se situe dans la continuité du 1^{er} trimestre, avec quelques inflexions qui méritent d'être soulignées.

Notre activité grand public se redresse avec les meilleures performances au 2^e trimestre de Mecafer, Domac et Dipra. Rousseau quant à elle affiche le chiffre d'affaires attendu pour ses premiers six mois au sein du groupe.

Sodeco Valves, notre filiale basée à Bruxelles et spécialisée dans la vente à l'industrie de robinetterie industrielle, retrouve le chemin de la croissance à périmètre constant, signal encourageant pour le dirigeant nommé au début de l'année.

Axelair a répondu efficacement à la forte demande du marché pour les climatiseurs mobiles et les ventilateurs, tout en poursuivant son développement sur les matériels de ventilation pour le bâtiment. Elle s'apprête ainsi à atteindre son seuil de rentabilité 5 ans et demi après avoir été créée à partir d'une feuille blanche, ce qui est très proche des engagements que nous avons pris au départ.

Aello profite d'un marché de la piscine très bien orienté et confirme la pertinence de son modèle d'affaires, 4 ans après son lancement.

Enfin, Thermador International poursuit son développement et adopte un nouveau nom correspondant mieux à son identité. Cette filiale créée en 2006 s'appelle désormais SYVECO. Vous retrouverez la genèse de ce nom sur www.syveco.com.

2) Résultats et situation financière

En ajoutant les résultats de Rousseau, le résultat opérationnel consolidé progresse de 6,7 %. À périmètre constant, il augmente de 4,8 % malgré un taux de change euro dollar moins favorable, et une baisse de la rentabilité de Dipra et Mecafer. Cela s'explique principalement par les bonnes performances de Thermador, Syveco, Jetly, Aello, FGinox, Sferaco et Sectoriel. Notons chez Dipra une provision pour dépréciation de stock de 0,3 M€ consécutive à notre décision de concentrer dès 2020 toute l'offre grand public en robinetterie sanitaire sur la plate-forme logistique de Rousseau.

Notre stock baisse de 4,1% depuis le 31/12/2018. Cela s'explique par des ventes très dynamiques en mai et juin et par un travail plus rigoureux sur les processus d'approvisionnement. La trésorerie nette en bénéficie et s'établit à 12,5 M€. Notre dette financière de 41 M€ reste très raisonnable comparativement à nos capitaux propres de 204,5 M€.

3) Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions sont détaillées en note 10 de l'annexe aux comptes semestriels.

4) Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques sont ceux inhérents à l'activité économique : leur nature n'a pas été modifiée sur le 1^{er} semestre, ces risques sont mentionnés dans le rapport financier annuel 2018.

5) Perspectives pour l'année 2019

Sans surprise, le nombre de logements neufs mis en chantier continue à diminuer (6,1% en données trimestrielles). Nos clients grossistes des filières sanitaire chauffage et électricité affichent pourtant une hausse de leurs ventes grâce à l'explosion de la demande sur les pompes à chaleur et la climatisation. Ce phénomène devrait s'estomper au 3^e trimestre, d'autant plus que les fabricants de pompes à chaleur éprouvent de grandes difficultés à honorer les commandes des grossistes. Thermador, notre filiale spécialisée dans les accessoires de chauffage, pourrait donc voir sa croissance ralentir. Cela n'entame pas notre sérénité à l'abord du 2^e semestre sachant que le dernier trimestre de l'année 2018 n'était en croissance que de 1,5 %. L'effet de base paraît donc plus favorable. D'autre part, la tendance reste positive pour nos activités export et robinetterie industrielle.

Concentrés sur l'intégration des sociétés récemment arrivées dans le groupe, nous ne sommes plus actifs depuis 2 ans dans la recherche d'affaires à reprendre. Pourtant, de récentes propositions et la poursuite d'un projet initié à la fin de l'année 2016 nous ont conduits à présenter trois possibilités pertinentes de croissance externe au Conseil d'Administration. Au total, ces entreprises représenteraient une opportunité de chiffre d'affaires additionnel dans le canal professionnel un peu inférieur à 40 M€. Comme nous l'avons toujours fait, nous ne manquerons pas de vous tenir informés d'éventuelles avancées sur ces projets.

VII.- Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus dans les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A Saint Quentin Fallavier, le 30 juillet 2019

Guillaume Robin

P.-D.G.

VIII.- Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société THERMADOR GROUPE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Référentiel comptable » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés relative à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1er janvier 2019.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à St Etienne et à Villeurbanne, le 30 juillet 2019

Les Commissaires aux Comptes :

Cabinet Royet
Stéphane Guichard

Mazars
Frédéric Maurel